

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA
CONFORMITE DE LA PASSATION DES
MARCHES DE LA FONDATION DROIT A LA
VILLE (FDV)
AU TITRE DE LA GESTION 2014

GROUPE 5**

RAPPORT DEFINITIF

AOÛT 2015

SIGLES ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AOO	Appels d’Offre Ouvert
AOR	Appel d’Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l’Administration
COA	Code des Obligations de l’Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
MO	Maître d’Ouvrage
MOD	Maître d’Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
PVO	Procès verbal d’ouverture des plis
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TTC	Toutes Taxes Comprises
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SOMMAIRE

<u>Titres</u>	<u>N° de pages</u>
OPINION DE L'AUDITEUR	4
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	6
2. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	12
3. PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	17
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE	20
5. REVUE DE L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DETAILLES	22
6. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES	26
7. REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES	29
8. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS	49
9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	52
10. STATISTIQUES DES ANOMALIES	54
ANNEXES	

OPINION DE L'AUDITEUR

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par la FONDATION DROIT à la VILLE (FDV).

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite dans les développements qui suivent par référence aux dispositions du Code des Marchés, complété par le Décret n°2007- 546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le Décret n° 2007-547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Il a été également pris en compte les dispositions des arrêtés et circulaires portant application de ces décrets.

La mission a porté sur :

- La revue de l'organisation institutionnelle de la FDV ;
- La revue détaillée d'échantillons de marchés passés au titre de la gestion 2014 par la FDV et qui se chiffrent à :
 - F. CFA 1 013 314 273 soit 100 % des marchés passés en Appel d'Offres (AO) ou 96% de l'échantillon,
 - F. CFA 38 856 091 soit 100 % des marchés passés par Demandes de Renseignements et de Prix (DRP).

Constats à l'issue de nos travaux :

1- Au plan institutionnel :

Il a été constaté les principaux manquements suivants :

- Existence d'une Commission d'Attribution et de Réception à la place d'une Commission des Marchés ;
- Non élaboration des rapports trimestriels et du rapport annuel de la CPM.

.../...

-2-

2- Au plan de la Passation des marchés :

Il a été constaté les manquements suivants aux dispositions du Code des Marchés Publics :

- Les soumissionnaires non retenus ne sont pas toujours informés du rejet de leurs offres
- Pour un marché de fournitures de bureau, la CM ne s'est pas réunie pour procéder à l'examen du rapport d'évaluation, faire l'attribution et ensuite dresser un PV d'attribution.
- le délai de cinq jours francs n'est pas toujours respecté pour la tenue des réunions de la CM.
- Les résultats de la DRP n'ont pas été publiés sur le site des marchés.
- Il n'y a pas de commission de réception des fournitures habilitée.
- Des retards ont été constatés dans l'exécution des prestations.

Conclusion de l'auditeur :

Les manquements constatés sur certains marchés de l'échantillon ne constituent pas des violations significatives aux dispositions du Code des Marchés Publics. La FDV doit cependant y remédier pour les prochains exercices.

La revue de la conformité aux procédures de passation des marchés de la FDV peut être estimée satisfaisante pour l'exercice 2014 :

- *Les organes de passation des marchés ont été mis en place bien qu'avec du retard ;*
- *Le PPM et l'AGPM, principaux outils ont été élaborés conformément aux dispositions du CMP ;*
- *L'AGPM a été publié dans un journal quotidien à grande diffusion ;*
- *Les procédures de passation des marchés sont, dans l'ensemble, maîtrisées.*

Fait à Dakar, le 10 Août 2015

**Le Représentant du Groupement
Cabinet J. MONTEIL & Cie / M. BARRY**



Mamadou BARRY
Expert comptable - Auditeur
Membre de l'ONECCA

1.DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

1.1 Cadre institutionnel et réglementaire :

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- + **Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005** portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- + **Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005** portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- + **Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011** relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009 ;
- + **Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965** portant Code des Obligations de l'Administration ;
- + **Loi 2003-101 du 13 Mars 2003** portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- + **Loi 90-07 du 26 juin 1990** relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- + **Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013** portant code des collectivités locales, modifiée ;
- + **Loi 2009-20 du 04 Mai 2009** portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- + **Décret 2009-522** portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;
- + **Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981** relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- + **Décret 2005-576 du 22 Juin 2005** portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- + **Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011** portant Code des Marchés Publics;
- + **Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010** portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), ;
- + **Décret 2007-547 du 25 Avril 2007** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;

- + **Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008** fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.
- + **Arrêté n°12.785 du 26 décembre 2012** en application des dispositions de l'article 140.a du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés;
- + **Arrêté n°12.790 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 113 du CMP fixant les **seuils** en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission;
- + **Arrêté n°12.791 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 114 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution;
- + **Arrêté n°12.789 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 78-3-a du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures;
- + **Arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes;
- + **Arrêté n°12.788 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 44-f du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics;
- + **Arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes;
- + **Arrêté n°12.787 du 26 décembre 2012** relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36 alinéa 6 du Code des Marchés publics.
- + **Un nouveau décret portant code des marchés publics, n°1212-2014 du 22 septembre 2014**, est aujourd'hui en place mais ne concerne pas le champ de l'audit.
- + De nouveaux arrêtés ont été également pris pour l'application de ce nouveau décret portant CMP.

1.2 Les organes chargés de la passation des marchés :

1.2.1 La Cellule de Passation des Marchés :

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par **l'arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** et portent, entre autres sur :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés publics,
- la tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

1.2.2 La Commission des Marchés :

L'arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012 détermine la composition des Commissions des Marchés et fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des Marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

1.3 Les entités de régulation et de contrôle :

Le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle à priori assurées par la DCMP et celles de contrôle à posteriori et de régulation dévolues à l'ARMP.

1.3.1 La Direction Centrale des Marches Publics (DCMP) :

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les décisions d'attribution selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

1.3.2 L'autorité de Régulation Des Marchés Publics (ARMP) :

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

1.4 Les seuils de passation des marchés :

Le Code des Marchés Publics, en son article 53, détermine des seuils de passation en fonction de la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

<i>Marchés</i>	<i>Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics</i>	<i>Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres</i>
travaux	25 000 000	50 000 000
services et fournitures courantes	15 000 000	30 000 000
prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (DRP) (Article 78 du CMP).

1.5 Les modes de passation des marchés :

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert (AOO) ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint (AOR) ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

1.6 Les procédures de passation des marchés :

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés** (PPM), pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon un des modes de passation des marchés ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

1.7 Les procédures d'approbation des marchés :

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

1.8 Les procédures d'exécution du marché :

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

1.9 Les rapports périodiques sur les marchés :

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Commissions des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L'**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l'occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE

2-Objectifs de la mission :

La mission a pour objectif principal, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- (i). se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- (ii). vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- (iii). fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (iv). identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;
- (v). procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- (vi). pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- (vii). dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- (viii). examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira

en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

(ix). examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(x). examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,

(xi). évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,

(xii). Formuler des recommandations.

2.1 Méthodologie retenue :

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière générale, la méthodologie retenue a été la suivante:

2.1.1 Collecte préalable des données :

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons collecté certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- La liste des partenaires financiers extérieurs

- Les actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des marchés et de la Commission des Marchés,
- Manuel de procédures administratives et financières,
- Le budget annuel 2014 et les rapports d'exécution budgétaire,
- Les états financiers 2014,
- La balance des fournisseurs prestataires 2014,
- La situation des paiements 2014,
- Tableau des marchés et commandes 2014,
- Plan de passation des marchés et des avis généraux 2014,
- Les documents de marché (les contrats et annexes) 2014,
- Les dossiers de consultation 2014,
- Les soumissions des candidats non attributaires 2014,
- Les bons de commandes 2014,
- Les PV de réception 2014,
- Le livre des stocks 2014,
- Les fiches d'entrée et de sortie des stocks 2014,
- Les habilitations des signataires des marchés 2014,
- Les courriers relatifs aux marchés et commandes classés 2014,
- Les avis d'attribution et les lettres d'information aux candidats non retenus 2014,
- Les rapports d'analyse et d'évaluation des offres 2014,
- Les courriers échangés avec la DCMP 2014,
- Les rapports trimestriels sur les marchés et le rapport annuel sur les marchés de 2014,
- Et tout autre document utile au bon accomplissement de la mission pour la gestion 2014.

2.1.2 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante :

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2014.

2.1.3 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante :

Cette étape – importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2014 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2014 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31 décembre 2014 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2014;
- Rapport d'activités 2014 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2014 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Rapport Annuel 2014 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission.

2.1.4 Constitution de l'échantillon :

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2.1.5 Revue détaillée des marchés retenus :

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE :

La FONDATION DROIT à la VILLE en abrégé « FDV », est régie par la loi n°95-11 du 07/04/1995 instituant la Fondation d'utilité publique au SENEGAL, la FDV est reconnue d'utilité publique par le décret n° 2000-996 du 11/12/2000.

La FDV, investie d'une mission de service publique, est placée sous la tutelle technique du Ministère en charge de l'Urbanisme et sous la tutelle financière du Ministère chargé de l'Economie et des Finances.

La FDV est dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière et de gestion.

Elle a le statut d'opérateur privé spécialisé et autonome. Elle dispose d'un personnel, d'un organe de décision et des ressources propres. Elle n'a pas vocation à faire des bénéfices.

La FDV a pour objectifs de réaliser au profit de l'Etat, des collectivités locales et avec la participation des populations les missions suivantes :

- La mise en œuvre de projets de restructuration et de régulation foncière ;
- La maîtrise d'ouvrage délégué pour l'aménagement et l'équipement des quartiers non lotis ;
- L'identification et l'étude de nouveaux projets de restructuration et de régularisation foncière sur financement des communes, ou d'autres partenaires nationaux ou internationaux.

La restructuration consiste à reconfigurer les quartiers non lotis en vue de les arrimer au urbain, de les conformer aux standards et normes d'urbanisation admis, d'améliorer en somme le cadre de vie des populations qui y vivent.

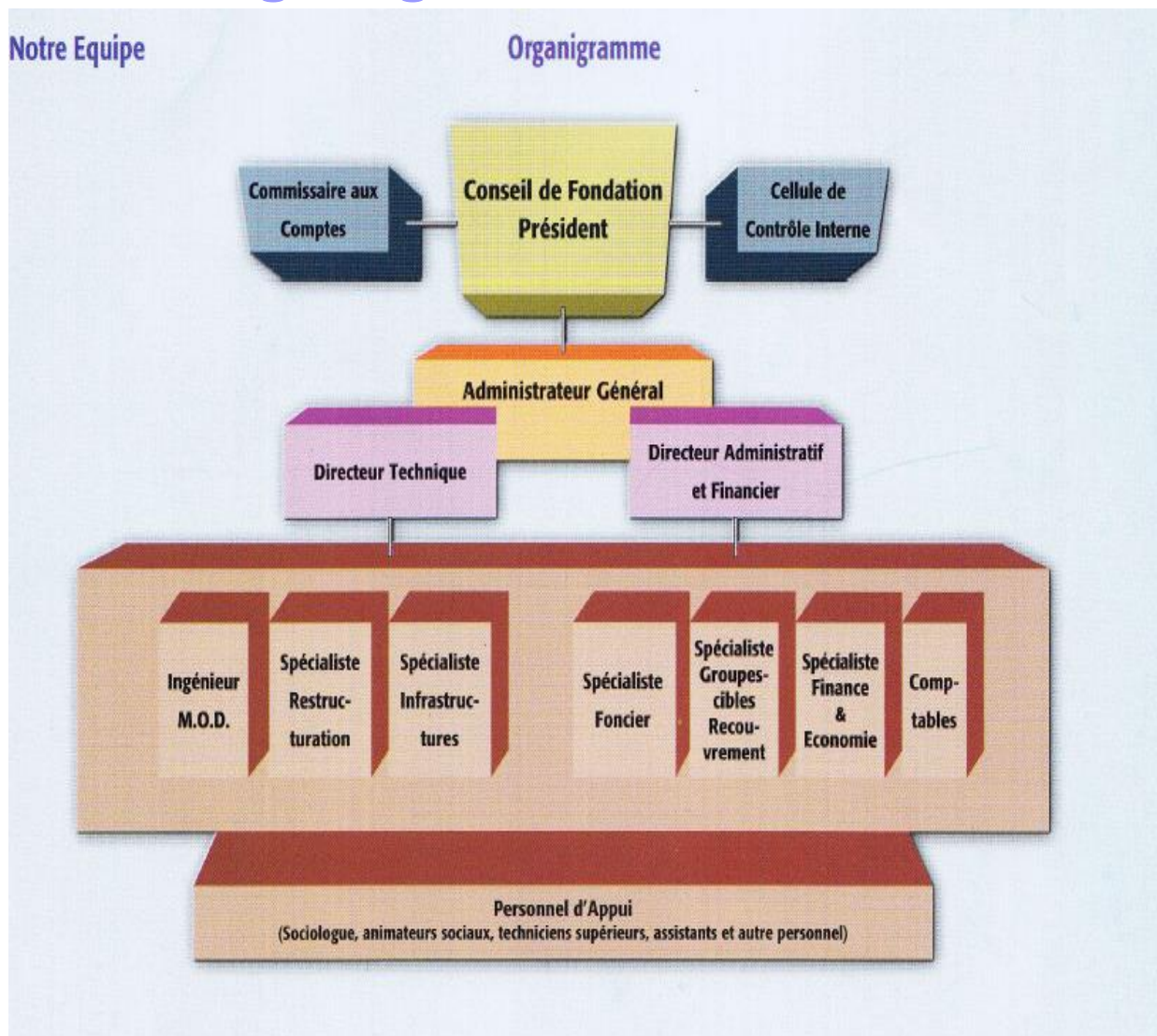
Ce type d'intervention se fait toujours dans le cadre d'une gestion participative avec les populations qui décident-elles mêmes des options d'infrastructures dans leurs quartiers, dans le cadre d'ateliers de planification organisés à cet effet.

La régularisation foncière :

Les habitants des quartiers spontanés ne pouvant pas produire de titre de propriété ni de droit reconnu d'occupation du sol la solution passe par une régularisation foncière qui permet de :

- Faciliter l'accès à la propriété foncière ;
- Elargir l'assiette fiscale pour les recettes municipales par un potentiel élevé de demande d'autorisation de construire et de branchement à l'eau et à l'électricité ;
- Etablir un système d'adressage du cadastre fiscal ;
- Susciter et dynamiser les activités économiques dans les quartiers régularisés, d'où la promotion de l'emploi ;

Organigramme de la FDV



4.SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

4.1. La Commission des marchés

La Commission des Marchés(CM) de la FDV désignée sous le vocable de « COMMISSION d'ATTRIBUTION et de RECEPTION (CAR)» a été mise place pour l'exercice 2014 par la NOTE de SERVICE N° FDV/NS/01/2014 du 21/02/2014 conformément a l'arrêté N° 012786 du 26 décembre 2012.

Elle est constituée de quatre membres titulaires et de quatre suppléants qui ont tous signé l'attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique.

La note de service portant création de cette « CM » appelée CAR a été transmise à la DCMF par Bordereau d'Envoi du 11 /03/2014, en violation de l'arrêté n°012786 du 26/12/2012 fixant la notification à l'Autorité chargée du contrôle à priori des marchés publics au plus tard le 05 JANVIER de l'année.

L'article 35 du décret n° 2011-1048 du 27 JUILLET 2011 portant CMP renseigne que : « Au niveau de chaque autorité contractante, sont mises en place une commission des marchés chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et l'attribution provisoire des marchés ainsi que d'une cellule de passation des marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la CM..... » ;en conséquence le CMP ne fait pas état d'une Commission d'Attribution et de Réception (CAR)

Convocation des membres aux réunions de la CM:

La revue des convocations des membres aux réunions de la CM a permis de noter que le délai de cinq jours francs est respecté.

4.2. Cellule de passation des marchés

La Cellule de Passation des Marchés (CPM) de la FDV a été mise place pour l'exercice 2014 par NOTE de SERVICE N° FDV/NS/-02/2014 du 21/02/2014 conformément a l'arrêté N° 012783 du 26 décembre 2012. Elle est constituée d'un seul membre.

La CPM n'a pas de bureau qui lui est exclusivement affecté. Son unique membre en sus des activités de la CPM, s'acquitte aussi des autres tâches dont il a la responsabilité au niveau de la FDV et qui sont liées à son statut professionnel.

**5.REVUE DE L'ORGANISATION
INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET
RECOMMANDATIONS
DETAILLES**

5 PRESENTATION DES ORGANES DE PASSATION DES MARCHES DE L'ARTP / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS :

5.1 La Commission des marchés :

La Commission des Marches(CM) de la FDV désignée sous le vocable de « COMMISSION d'ATTRIBUTION et de RECEPTION (CAR)» a été mise place pour l'exercice 2014 par la NOTE de SERVICE N° FDV/NS/01/2014 du 21/02/2014 conformément a l'arrêté N° 012786 du 26 décembre 2012.

Elle est constituée de quatre membres titulaires et de quatre suppléants qui ont tous signé l'attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique.

La note de service portant création de cette « CM » appelée CAR a été transmise à la DCMF par Bordereau d'Envoi du 11 /03/2014, en violation de l'arrêté n°012786 du 26/12/2012 fixant la notification à l'Autorité chargée du contrôle à priori des marchés publics au plus tard le 05 JANVIER de l'année.

L'article 35 du décret n° 2011-1048 du 27 JUILLET 2011 portant CMP renseigne que : « Au niveau de chaque autorité contractante, sont mises en place une commission des marchés chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et l'attribution provisoire des marchés ainsi que d'une cellule de passation des marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la CM..... » ;en conséquence le CMP ne fait pas état d'une Commission d'Attribution et de Réception (CAR)

Convocation des membres aux réunions de la CM:

La revue des convocations des membres aux réunions de la CM a permis de noter que le délai de cinq jours francs est respecté.

Besoin de formation :

L'Autorité Contractante a émis le souhait de faire former et de renforcer les capacités en procédures de passation des marchés publics du Nouveau Code des Marchés Publics (décret n°1212 du 22 septembre 2014 portant code des marchés publics) de tous les agents de la FDV impliqués dans la passation des marchés.

Paielements des indemnités des membres de la CM et du rapporteur :

En 2014 les indemnités des membres de la CM et du rapporteur ont été réglées pour toutes les séances tenues ; mais la mission n'en a pas la preuve .

Recommandation :

- *Respecter les dispositions réglementaires par la mise en place d'une CM en conformité avec les articles 35, 36 et 37 du CMP*
- *Respecter les délais de mise en place de la CM*
- *Former et renforcer les capacités des agents de la CM en passation des marchés en partenariat avec l'ARMP et la DCMP ou par le recours à une expertise externe (consultant).*

1.1.1.1 Cellule de passation des marchés

La Cellule de Passation des Marchés (CPM) de la FDV a été mise place pour l'exercice 2014 par NOTE de SERVICE N° FDV/NS/-02/2014 du 21/02/2014 conformément à l'arrêté N° 012783 du 26 décembre 2012. Elle est constituée d'un seul membre.

La CPM n'a pas de bureau qui lui est exclusivement affecté. Son unique membre en sus des activités de la CPM, s'acquitte aussi des autres tâches dont il a la responsabilité au niveau de la FDV et qui sont liées à son statut professionnel.

Recommandation :

- *Doter la CPM d'un bureau et d'un personnel qui lui sont exclusivement affectés.*

1.1.1.2 Charte de Transparence et d'Ethique en matière de passation des marchés

Tous les membres titulaires et les suppléants de la CM ainsi que tous les membres de la CPM ont signé l'attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique conformément aux dispositions du décret n°576 du 22 JUIN 2005 (copies des attestations signées par tous les membres de la CM, titulaires comme suppléants sont transmises à la DCMP par Bordereau d'Envoi du 11/03/2014.

1.1.1.3 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel :

Le rapport annuel de la CPM sur la passation et l'exécution des marchés passés en 2014 est élaboré et transmis à la DCMP par bordereau d'envoi n°43-15/FDV/SS du 09 /03/2015 conformément à l'arrêté 12.78 3 du 26/12/2012.

Les rapports trimestriels de la CPM sur la passation et l'exécution des marchés passés en 2014 n'ont pas été produits pour l'exercice 2014 contrairement aux dispositions réglementaires.

L'Arrêté 12.78 3 du 26/12/2012, relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics, mentionne que la CPM doit procéder à « *l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes*

pour transmission à la Direction centrale des Marchés publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés publics ».

Recommandation :

Respecter les termes de l'Arrêté 12 783 du 26/12 2012 par la production à l'intention de l'autorité dont elles relèvent pour transmission à l'organe chargé de la régulation des marchés publics et à l'organe chargé du contrôle a priori, des rapports trimestriels sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente

**6.SYNTHESE DES
CONSTATS
A L'ISSUE DE LA
REVUE DES MARCHES**

6. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES

6.1. Le Plan de Passation des Marchés (PPM) :

Le plan de passation des marchés de l'exercice 2014 a été envoyé à la DCMP en version électronique et publié sur le site des marchés publics le 24/12/2013. Il a été modifié 2 fois, ce qui fait un total de 3 versions disponibles sur le site.

La première version du PPM a été publiée le 24/12/2013 conformément aux articles 6 et 56 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP.

La dernière et 3^{me} version validée le 26/06/2014 est constituée de dix(10) marchés composés de sept(07) AOO et de trois (03) DRP.

Ces dix marchés sont répartis en cinq(05) marchés de travaux, trois de service et deux de fournitures.

6.2. Avis General de Passation des Marchés (AGPM)

L'Avis Général de Passation de Marchés pour l'exercice 2014 a été publié dans le journal quotidien « LE SOLEIL » paru 30 JANVIER 2014.

6.3. Participation du service d'audit interne au contrôle de la passation des marchés

La FDV dispose d'une Cellule de Contrôle Interne rattachée au CONSEIL de FONDATION.

Le contrôleur interne a été recruté en 2010 comme contractuel et il est titulaire d'une maîtrise en droit des affaires.

Le contrôleur interne assiste à toutes les réunions de la CAR comme observateur ainsi qu'à la réception de toutes les commandes de la FDV ; mais il n'a pas été formé en procédures de passation des marchés publics.

Selon le manuel des procédures, aucun paiement ne peut se faire sans l'autorisation du contrôleur interne qui doit s'assurer que les obligations de la FDV en matière de tenue d'archives, de documents comptables, d'audit, de contrats et de rapport d'activités sont respectées. Il doit participer aux appels à concurrence et s'assurer aussi au respect des procédures de passation des marchés incluses dans le manuel des procédures.

Le contrôleur interne n'a pas mis à la disposition de la Mission d'Audit, comme il a été convenu, son rapport sur les activités internes tel que défini par le manuel de procédures.

6.4. Comptabilité matières dans le processus de PM – Phase Exécution

A la FDV, une comptabilité des matières n'est pas utilisée ; la gestion des stocks se fait en utilisant un tableau « Entrées/Sorties/Solde ».

A la suite de la notification d'attribution du marché au soumissionnaire retenu les commandes sont faites par petites quantités au fur et à mesure des besoins ; il n'y a pas de fournitures en stock ni de magasin de stockage.

Le service comptable est constitué de deux agents, qui n'ont pas bénéficié d'une formation en passation de marchés.

- Pré comptabilisation au jour le jour à partir des pièces justificatives au moyen des fiches écriture ;
- Enregistrement quotidien et chronologique des opérations dans des journaux auxiliaires ;
- Centralisation mensuelle des écritures des journaux auxiliaires au journal général ;
- Pas de carnets de bons d'entrée ni de carnets de bons de sortie (les Entrées sont consignées à partir du Bon de Commande, du Bordereau de Livraison et du Procès-verbal de réception) ;
- Existence de fiches de stock avec entrée et sortie ;
- Fiche inventaire individuel contradictoire du mobilier affecté à un détenteur apposée dans les locaux ;

Le Procès-verbal de réception est signé par au moins deux membres de la Commission d'attribution et de Réception(CAR) et le Contrôleur Interne.

Problèmes rencontrés :

- Défaut d'utilisation de la comptabilité matière ;
- Pas de **commission de réception habilitée** ;

7.REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES

7. REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES :

7.1 Documents de programmation de la préparation des marchés :

Ils sont essentiellement constitués du Plan de Passation des Marchés (PPM) et de l'Avis General de Passation des Marchés (AGPM).

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) est une matrice de programmation des marchés que l'AC prévoit de réaliser dans l'année.

A l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, à peine de nullité.

L'Avis General de Passation des Marchés (AGPM) est un avis à publier dans des journaux de grande diffusion avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément aux articles 6 et 56.

L'article 56 stipule que « les autorités contractantes sont tenues de publier chaque année un avis général recensant les marchés publics, dont les montants estimés atteignent les seuils visés à l'article 53 du présent décret (décret 2011-1048 du 27/07/2011), qu'elles prévoient de passer par appel à la concurrence durant l'exercice budgétaire sur la base du plan de passation des marchés établi conformément à l'article 6 du présent décret ».

1.1.1.1 Plan de Passation des Marchés (PPM)

Le plan de passation des marchés de l'exercice 2014 a été envoyé à la DCMP en version électronique et publié sur le site des marchés publics le 24/12/2013. Il a été modifié 2 fois, ce qui fait un total de 3 versions disponibles sur le site.

La première version du PPM a été publiée le 24/12/2013 conformément aux articles 6 et 56 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP.

La dernière et 3^{me} version validée le 26/06/2014 est constituée de dix(10) marchés composés de sept(07) AOO et de trois (03) DRP.

Ces dix marchés sont répartis en cinq(05) marchés de travaux, trois de service et deux de fournitures.

1.1.1.2 Avis General de Passation des Marchés (AGPM)

L'Avis Général de Passation de Marchés pour l'exercice 2014 a été publié dans le journal quotidien « LE SOLEIL » paru 30 JANVIER 2014.

1.1.2 Archivage des dossiers de passation des marchés

La CPM n'ayant pas de bureau qui lui est exclusivement destiné. La FDV ne dispose pas de locaux destinés à l'archivage et au classement des documents de passation des marchés. Ces derniers rangés à même le sol dans le bureau de l'Ingénieur chargé de la MAITRISE d'OUVRAGE DELEGUEE (IMOD) coordonnateur de la CPM en 2015.

Un personnel formé à la tenue et au classement des archives n'est pas non plus disponible au niveau de la CPM.

Recommandations :

- *Doter la CPM de locaux équipés destinés à la centralisation, à l'archivage et au classement des documents de passations des marchés ;*
- *Respecter et appliquer la loi 2006-19 du 30 juin 2009 relative à l'archivage des documents administratifs ;*
- *Respecter et appliquer la résolution 23/09 du 08/04/09 du Conseil de Régulation de l'ARMP relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passations des marchés ;*
- *Utiliser des équipements décrits dans le manuel d'archivage et de classement ;*
- *Recruter un archiviste pour le classement et l'archivage de l'ensemble de la documentation relative à la passation des marchés ou former le personnel en la matière.*

1.1.3 Participation du service d'audit interne au contrôle de la passation des marchés

Le CMP met à la charge de la structure de contrôle interne (audit interne, inspection, etc...) l'obligation de procéder au contrôle de la correcte application des procédures de passation des marchés par l'autorité contractante et d'en faire un rapport périodique à la direction générale.

Cette procédure, si elle est appliquée :

- Permettrait à l'autorité contractante de remédier à certains dysfonctionnements avant le démarrage des audits annuels de l'ARMP ;
- Faciliterait le travail des cabinets d'audit externe, en charge du contrôle a posteriori du respect des procédures de passation des marchés.

L'atteinte de ces objectifs présuppose :

- La mise en place d'une structure de contrôle interne au niveau de l'autorité contractante,
- La formation des membres de cette structure aux procédures de passation des marchés publics.

La FDV dispose d'une Cellule de Contrôle Interne rattachée au CONSEIL de FONDATION.

Le contrôleur interne a été recruté en 2010 comme contractuel et il est titulaire d'une maîtrise en droit des affaires.

Le contrôleur interne assiste à toutes les réunions de la CAR comme observateur ainsi qu'à la réception de toutes les commandes de la FDV ; mais il n'a pas été formé en procédures de passation des marchés publics.

Selon le manuel des procédures, aucun paiement ne peut se faire sans l'autorisation du contrôleur interne qui doit s'assurer que les obligations de la FDV en matière de tenue d'archives, de documents comptables, d'audit, de contrats et de rapport d'activités sont respectées. Il doit participer aux appels à concurrence et s'assurer aussi au respect des procédures de passation des marchés incluses dans le manuel des procédures.

Le contrôleur interne n'a pas mis à la disposition de la Mission d'Audit, comme il a été convenu, son rapport sur les activités internes tel que défini par le manuel de procédures.

Recommandation :

- *Faire le rapport annuel sur les activités internes de la FDV par le contrôleur interne ;*
- *Former le contrôleur interne aux procédures de passation des marchés.*

1.1.4 Comptabilité matière dans le processus de PM.

A titre de rappel, il convient de souligner l'importance de la tenue d'une correcte comptabilité des matières.

La Comptabilité des Matières permet à l'Autorité Contractante :

- de par la connaissance des consommations annuelles des services internes, de bien identifier les besoins de ces services en biens de stocks (consommables) et donc d'établir sur des bases fiables les prévisions d'achats à inscrire dans le PPM ;
- de moraliser les consommations de ces services et donc d'atteindre, entre autres, l'objectif **d'économie** poursuivi à travers les procédures de passation des marchés ;
- d'assurer un contrôle permanent sur les existants (équipements et stocks) détenus à la suite de l'exécution des marchés et ainsi d'éviter, les cas de soustraction frauduleuse de ces équipements et biens de stocks.

Cette comptabilité des matières présuppose :

- la tenue de **Bons d'Entrée** valorisés appuyant les PV de Réception et autres bons de livraison des fournisseurs ;

- la tenue de **Bons de Sortie** matérialisant les demandes internes des services en équipement et en consommables (stocks) ;
- la tenue de **Fiches Matières, d'un Journal et d'un Grand-Livre des Matières** indiquant les niveaux de stocks et la localisation géographique des équipements à l'intérieur de chaque service ;
- la nomenclature des matières (surtout les équipements) permettant d'identifier le service utilisateur de l'équipement et donc responsable en cas de manquant ou de détournement du bien ;
- l'organisation **d'inventaires périodiques** (annuels) pour recoller les existants physiques avec les données de la comptabilité des matières.

A la FDV, une comptabilité des matières n'est pas utilisée ; la gestion des stocks se fait en utilisant un tableau « Entrées/Sorties/Solde ».

A la suite de la notification d'attribution du marché au soumissionnaire retenu les commandes sont faites par petites quantités au fur et à mesure des besoins ; il n'y a pas de fournitures en stock ni de magasin de stockage.

Le service comptable est constitué de deux agents, qui n'ont pas bénéficié d'une formation en passation de marchés.

- Pré comptabilisation au jour le jour à partir des pièces justificatives au moyen des fiches écriture ;
- Enregistrement quotidien et chronologique des opérations dans des journaux auxiliaires ;
- Centralisation mensuelle des écritures des journaux auxiliaires au journal général ;
- Pas de carnets de bons d'entrée ni de carnets de bons de sortie (les Entrées sont consignées à partir du Bon de Commande, du Bordereau de Livraison et du Procès-verbal de réception) ;
- Existence de fiches de stock avec entrée et sortie ;
- Fiche inventaire individuel contradictoire du mobilier affecté à un détenteur apposée dans les locaux.

Le Procès-verbal de réception est signé par au moins deux membres de la Commission d'attribution et de Réception(CAR) et le Contrôleur Interne.

Problèmes rencontrés :

- Défaut d'utilisation de la comptabilité matière ;
- Pas de **commission de réception habilitée**.

Recommandations :

- *Mettre en place une comptabilité matière avec les outils liés à cette fonction.*
- *Mettre en place, par une note de service une commission de réception habilitée.*

1.1.5 Reversement a l'ARMP des 50% des ventes des dossiers de consultation.

Les 50% des ventes des dossiers de consultation pour l'année 2014 sont reversés à l'ARMP ; mais la mission n'en a pas la preuve.

CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

Echantillon

Cet échantillon respectera les minima stipulés par les TDR :

- au moins 15 % des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP ;
- au moins 25 % des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés ;
- au moins 25 % des DRP ;
- 100 % des marchés par entente directe ;
- 100 % des marchés si leur population est inférieure à 10.

Une distribution adéquate entre les différents modes de passation et la nature des marchés (fournitures et services, travaux, prestations intellectuelles) sera assurée par l'Auditeur.

Conformément aux TDR l'échantillon doit être composé de 100% des marchés si leur population est inférieure à 10. Donc les marchés de l'échantillon sont composés de l'ensemble des cinq (05) marchés exécutés en 2014.

marchés	POURCENTAGE	Montant FCFA TTC
Echantillon	100%	105 216 477 FCFA
marchés exécutés en 2014	100%	105 216 477 FCFA

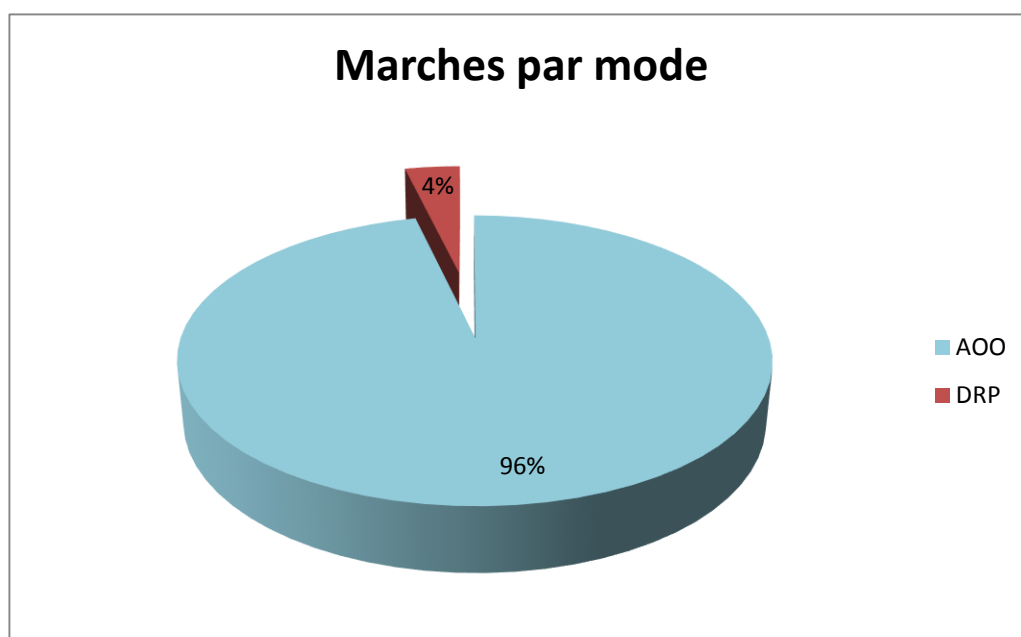
La base de vérification choisie est de 100% du montant total puisque les marchés exécutés en 2014 par la FDV sont inférieurs à dix(10).

LISTE DE L'ECHANTILLON DES MARCHÉS DE LA FDV EXECUTES EN 2014

N°	OBJET	Type de Marche	Mode de Passation	Titulaire	Montant FCFA TTC
1	T 0673/14 « Travaux de terrassement de la zone de recasement de TIVAOUANE »	travaux	AOO	SOCETRA	409 397 460
2	FDV-MOD/ENT/TIV/001/14 « Travaux d'aménagement de la première tranche de la zone de recasement de TIVAOUANE »	travaux	AOO	LOT1 :SIMCO	442 502 618
				LOT2 : CSCO	39 006 316
				LOT3: ETM	90 734 879
				TOTAL :	572 243 813
3	Application du plan de lotissement de la zone de recasement de Tivaouane	travaux	DRP	NGC	19 597 440
4	Assurance (Couverture sanitaire, matériel roulant, multirisque professionnelle, responsabilité civile).	SERVICE	DRP	ASKIA ASSURANCES	13 042 420
5	FDV/001/14 « Acquisition Fournitures de Bureaux pour 2014 »	fournitures	DRP	ETS MOURID SADIKH	2 741 730
				OFFICE INFORMATIQUE	2 159 376
				SAREDICA	802 624
				BUROTIC DIFFISION	298 772
				MASTER OFFICE	213 728
				TOTAL :	6 216 231
6	N°FDV-MOB-FO/002/14 « Acquisition de véhicules »	fournitures	AOO	LOT1 : CCBM INDUSTRIES	31 500 000
	TOTAL				1 052 170 364

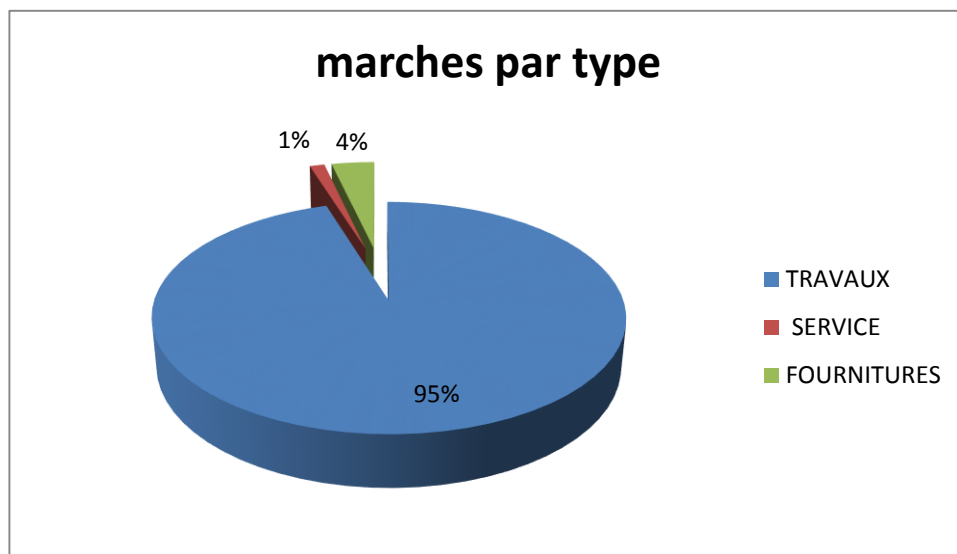
REPARTITION PAR MODE DE PASSATION DES MARCHES

MODE	NOMBRE	POURCENTAGE NOMBRE	MONTANT	POURCENTAGE MONTANT
AOO	3	50%	1 013 314 273	96%
DRP	3	50%	38 856 091	4%
Total	6	100%	1 052 170 364	100%



REPARTITION PAR TYPE DE PASSATION DES MARCHES

TYPE	NOMBRE	POURCENTAGE NOMBRE	MONTANT	POURCENTAGE MONTANT
TRAVAUX	3	50%	1 001 238 713	957%
SERVICE	1	17%	13 042 420	1%
FOURNITURES	2	33%	37 716 231	4%
TOTAL	6	100%	1 052 170 364	100%



Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée

Les seuils de passation des marchés pour la FDV sont les suivants :

- cinquante (50) millions de FCFA TTC pour les marchés des travaux ;
- trente (30) millions de FCFA pour les marchés de fournitures et de services ;
- trente (30) millions de FCFA pour les marchés de prestations intellectuelles ;

Les seuils de revue préalable des marchés de la FDV par la DCMP fixés par l'arrêté 12 785 du 26/12/2012 du MEF sont les suivants :

- deux cent cinquante (250) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures;
- cent vingt cinq (125) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de services et de prestations intellectuelles ;
- SIX cents (600) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux.

Marchés conclus par AOO

La revue a porté sur trois marchés passés par appel d'offre pour un total de 1 013 314 273 FCFA TTC, soit un pourcentage de 96% du total des marchés objet de la revue.

Il s'agit de :

- deux marchés de travaux pour un montant total de 981 641 273 FCFA TTC ;
- un marché de fournitures pour 31 500 000 FCFA TTC ;

Marchés supérieur ou égal au seuil de revue de la DCMP

Les marchés audites n'ont pas atteint les seuils de revue.

Toutefois, la DCMP a été saisie pour les deux marchés des travaux pour avis sur le DAO mais aussi parce qu'ils ont atteint les seuils d'examen préalable des rapports d'évaluation et sur le PV d'attribution provisoire.

Il s'agit des marchés :

- Travaux de terrassement de la zone de recasement de TIVAOUANE pour 409 397 460 FCFA TTC ;
- Travaux d'aménagement de la première tranche de la zone de recasement de TIVAOUANE pour 572 243 813 FCFA TTC ;

Les seuils fixés par l'arrêté 12 782/PM du 26/12/2012 en application de l'article 140.b du CMP sont les suivants :

- cent (100) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures;
- cent (100) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de services et de prestations intellectuelles ;
- deux cents (200) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux.

La DCMP a été saisie aussi pour le marché relatif à l'Acquisition de véhicules bien que n'ayant pas atteint ni le seuil d'examen préalable des DAO ni celui concernant le rapport d'analyse et le PV d'attribution.

Marchés n'ayant pas atteint le seuil de revue de la DCMP

❖ **T1= marché pour« Travaux de terrassement de la zone de recasement de TIVAOUANE »**

Références : T0673/14

Titulaire : SOCIETE CENTRALE DES TRAVAUX(SOCETRA)

Montant : 409 397 460 F.CFA TTC

Le marché a été mentionné dans le PPM de 2013 transmis à la DCMP. Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante le 30 janvier 2014. La DCMP a donné son avis de non objection sur le DAO dans sa lettre N°5033/MEF/DCMP/25 du 11 Septembre 2013. Le dossier d'appel d'offres est conforme

au modèle diffusé par l'ARMP. L'avis d'appel d'offres a été publié le 18/09/2013 dans un journal quotidien de grande diffusion.

Les convocations aux réunions de la CM sont adressées à ses membres au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion (lettre n°225-13FDV/OMB du 11/10/2013 pour l'ouverture des plis et la lettre n°227-13 FDV/OMB du 25/10/2013 pour l'attribution. La CAR a procédé à l'ouverture des plis le 21/10/2013. Le PVO des plis est transmis par voix électronique le 24/10/2013 aux soumissionnaires qui ont envoyé des accusés de réception.

la DCMP pour avis de non objection sur l'attribution provisoire du 31/10/2013 par lettre n°6383/MEF/DCMP/52 du 13/11/2013. L'avis d'attribution provisoire a été publié dans le journal LE SOLEIL du 26/11/2013. Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres.

Le marché a été approuvé par le Ministre de l'Economie et des Finances le 02 Mai 2014. Le marché a été immatriculé le 06/05/2014 par la DCMP sous le numéro 0673. Le marché a été enregistré au niveau des impôts et domaines le 28 juin 2014 et notifié le 13/05/2014.

Un délai de 107 jours a été noté entre la publication de l'attribution provisoire (26/11/2013) et la soumission à l'approbation (14/03/2014) pour défaut d'attestation d'existence de crédit.

L'avis d'attribution définitive a été publié dans le quotidien LE SOLEIL du 26 mai 2014 ;

Exécution du marché : les garanties de bonne exécution (N°078.179 du 15 Mai 2014 de la SGBS) et de remboursement d'avance (N°078.178 du 15 Mai 2014 de la SGBS) ont été fournies




Délai d'exécution de 03 mois à partir de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux (26/08/2014) dépassé depuis le 26/11/2014. Les travaux sont exécutés à 21, 23% au vu du décompte N°1 du 22/12/2014 ;

Les documents de paiement ne sont pas disponibles au niveau de la FDV, les règlements sont effectués par la Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture (DUA). Des pénalités de retard d'un montant de 7 164 465 FCFA sont appliquées sur le décompte N°1 de la Fiche de décompte transmise à la DUA par bordereau d'envoi du 30/12/2014 reçu le 06/01/2015 sous le numéro 0024 ;

Avance de démarrage de 81 879 492 FCFATTC envoyée à DUA pour paiement le 02/06/2014.

Décompte N°1 : 75 404 359 FCFA TTC envoyé pour paiement à DUA le 06/01/2015.

Recommandations par rapport aux anomalies :

-  *Informar par lettre les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;*
-  *Eviter le délai anormalement long pour l'obtention de documents essentiels (Attestation d'existence de crédit) aux procédures de passation des marchés publics ;*
-  *Faire respecter les délais d'exécution des marchés par un suivi permanent de proximité ;*

❖ T2=marché pour « **Travaux d'aménagement de la première tranche de la zone de recasement de TIVAOUANE** »

Référence : FDV-MOD/ENT/TIV/001/14

TITULAIRES	LOTS	MONTANTS
SIMCO	LOT1	442 502 618 F CFA TTC
CSCO	LOT2	39 006 316 F CFA TTC
ETM	LOT3	39 006 316 F CFA TTC
TOTAL		572 243 813 FCFA

Le marché est indiqué dans le PPM de 2014 transmis à la DCMP. Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante le 30 janvier 2014. Le dossier d'appel d'offres est conforme au modèle diffusé par l'ARMP ;

Avis sur le Dossier d'Appel d'Offres par lettre N°003990/MEFP/DCMP/11 du 23 juillet 2014 (pas d'objection de la DCMP à la poursuite de la procédure).

L'Avis d'AON a été publié dans le journal « LE SOLEIL » du 17 juillet 2014 ; toutes les mentions requises y sont incluses notamment les garanties de soumission pour chaque lot.

Les offres ont été ouvertes en séance publique le 21 aout 2014 à 10H00 mn par la CAR et le PVO des plis rédigé le même jour est signé par tous les membres de la commission. Le CPM est considéré comme un observateur et non comme rapporteur assurant le secrétariat de la CM (art 35 de la loi n° 1048du 27/07/2011 portant CMP et l'arrêté n°12 783/MEF du 26/12/2012) ;

Le PVO des plis est transmis par voix électronique le 24/10/2013 aux soumissionnaires qui ont envoyé des accusés de réception ;



Le coordonateur de la CPM est membre du comité d'analyse désigné par la CM pour l'évaluation des offres, fonctions incompatibles.

La DCMP a donné son Avis de non objection sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution provisoire par lettre N°005492/MEFP/DCMP/11 du 10 octobre 2014 (l'attribution provisoire des lots 1 à 3 respectivement aux entreprises SIMCO, CSCO et ETM). (PV d'attribution du 18/09/2014 et rapport d'évaluation datée du 15/09/2014). L'attribution provisoire a fait de l'objet de publication dans le journal « LE SOLEIL » du 17 octobre 2014 ;

Tous les soumissionnaires non retenus ont été informés du rejet de leurs offres par lettres N°126-14 à 137-14/FDV/SS du 15 octobre 2014. Les attributaires ont été informés par lettres N°160-14 à 162-14/FDV/SS du 31 octobre 2014 ;

Les marchés signés le 12 novembre 2014 entre l'Administrateur Général de la FDV et les représentants des attributaires sont conformes au projet de marché contenu dans le DAO. Des marchés sont non encore approuvés pour défaut d'existence de crédits jusqu'en mars 2015(période d'intervention de la mission d'audit à la FDV).

Recommandations par rapport aux anomalies :

-  *Veiller à ce que le CPM assure le secrétariat de la CM et soit le rapporteur de ses réunions en conformité avec l'article 35 de la loi n° 1048 du 27/07/2011 portant CMP et à l'arrêté n°12 783/MEF du 26/12/2012) ;*
-  *Ne plus désigner le coordonateur de la CPM comme membre du comité d'analyse désigné par la CM pour l'évaluation des offres.*

❖ F1=marché pour « Acquisition de véhicules »		
Référence : AO –N° FDV-MOD/FO/002/14		
TITULAIRES	LOTS	MONTANTS
CCBM INDUSTRIES	LOT1	31 500 000 FCFA
Non attribué pour offre non conforme	LOT2	-----
TOTAL		31 500 000 FCFA

- 1) Le marché est mentionné dans le PPM de 2014 transmis à la DCMP ;
- 2) Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, paru dans le journal « LE SOLEIL » du 30 JANVIER 2014 ;
- 3) La DCMP a donné son avis de non objection par lettre n°5246/MEF/DCMP/36 du 29/09/2014 ;
- 4) Le dossier a été conçu conformément au dossier type diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal ;

- 5) L'avis d'AOO a été publié dans le journal « Le Soleil » du 07 OCTOBRE 2014 ;toutes les mentions requises y sont incluses ;
- 6) Les offres ont été ouvertes en séance publique le 07 NOVEMBRE 2014 à 10h 00mn en présence des membres habilités de la Commission des Marchés, d'un membre de la Cellule de Passation des Marchés comme observateur et non comme rapporteur assurant le secrétariat de la séance (Arrêté n °12786/ MEF du 26/12/2012), et des représentants des soumissionnaires confirmée par la feuille de présence ;
- 7) Les PV d'ouverture des plis sont envoyés aux soumissionnaires par mails le 10 NOVEMBRE 2014 à 17h48mn. ;
- 8) Le rapport d'analyse est signé par le coordonnateur de la CPM ;
- 9) La Commission des Marchés qui s'est réunie le 15 /12/2014 a décidé suite à la lecture et commentaire du rapport d'évaluation de la Commission d'analyse :

- d'attribuer provisoirement le lot1 à l'entreprise CCBM INDUSTRIE ESPACE-AUTO
- de ne pas attribuer le lot2 pour offre non conforme

La DCMP a contrôlé et donné son AVIS sur le rapport d'analyse comparative des offres et le procès-verbal d'attribution provisoire.

- 10) Confrontée à l'indisponibilité des crédits prévus à cet effet dans le Fonds des Opérations de Restructuration et de Régulation Foncière(FORREF), la FDV a saisi la DCMP par lettre n°16-15/FDV/SS du 22/01/2015 pour l'informer de son impossibilité de poursuivre la procédure et de son souhait de classer l'appel d'offres sans suite ;
- 11) **La DCMP par lettre n°O328/MEF/DCMP/36 du 26/01/2015 avise la FDV de sa non objection de déclarer sans suite ledit appel d'offres ;**
- 12) Par lettres n°22-15, n°23-15, n°24-15, n°25-15/FDV/SS du 30/01/2015 la FDV informe les soumissionnaires du classement sans suite de l'Appel d'offres N° FDV-MOD/FO/002/14 et ensuite les avise par lettres n°26-15, n°27-15, n°28-15/FDV/SS du30/01/2015 de la mainlevée de leurs garanties de soumission. ;

Recommandations par rapport aux anomalies :

- ***Veiller à ce que le CPM assure le secrétariat de la CM et soit le rapporteur de ses réunions en conformité avec l'article 35 de la loi n° 1048 du 27/07/2011 portant CMP et à l'arrêté n°12 783/MEF du 26/12/2012) ;***
- ***Ne plus désigner le coordonnateur de la CPM comme membre du comité d'analyse désigné par la CM pour l'évaluation des offres ;***

Marchés conclus par AOR :

La FDV n'a pas conclu de marché par Appel d'offre restreint (AOR) durant l'exercice 2014

Marchés de prestations intellectuelles

La FDV n'a pas conclu de marché de prestations intellectuelles (PI) durant l'exercice 2014.

Marchés conclus par DRP

Trois marchés conclus par Demande de Renseignement et de Prix ont été analysés. Il s'agit de :

❖ **T3 : marché de « Application du plan de lotissement de la zone de recasement de Tivaouane »**

Référence : T FDV 002

Titulaire : Notre Géomètre Conseil (N.G.C)

Offre de base : 19 597 440 FCFA TTC

Offre variante : 24.506.240 F CFA

La DRP est inscrit dans le PPM publié sur le site des marchés publics ;

La lettre d'invitation n°212-14FDV/BG du 31/12/2014 est adressée aux 5 candidats. La date limite de dépôt des offres est fixée au 16/01/2014. Les candidats présélectionnés ont apposé leur cachet et signature sur la lettre d'invitation pour matérialiser la réception de cette dernière. Le 06 janvier 2015, une autre lettre d'invitation N°001-15/FDV/BG a été initiée par la FDV et adressée aux mêmes candidats pour :

- Leur demander de proposer une offre variante pour des quantités de 649 parcelles en plus du devis estimatif des quantités de base de 519 parcelles ;
- Leur demander d'indiquer clairement le montant forfaitaire de l'offre de base (519 parcelles) et le montant forfaitaire de l'offre variante (649 parcelles) ;
- Les informer du changement apporté sur la date prévue pour le dépôt des offres qui est le 20/01/2015 au lieu du 16/01/2015.

La lettre d'invitation du 06/01/2015 a été reçue le jour même par N.G.C tandis que les autres candidats l'ont reçue le 07/01/2015 (art 78.2 portant sollicitation simultanée des candidats). Cinq offres sont reçues et archivées.

Les offres ont été ouvertes le 20/01/2015 en présence des membres de la commission et de deux observateurs dont le coordonnateur de la CPM. Ils sont convoqués par lettre N°002-15 FDV/SS du 12/01/2015. Le délai des cinq jours francs est respecté (art 39). Le PV d'ouverture des plis a été transmis par voie électronique aux soumissionnaires qui en retour ont envoyé des accusés de réception à la FDV.

Une commission technique d'évaluation des offres dont le CPM a été désignée par la commission des marchés. Les membres de la commission des marchés ont été convoqués

pour participer à la réunion prévue le 10/03/2015 par lettre N°033-15 FDV/SS du 02/03/2015 en vue de l'attribution du marché ; le délai des cinq jours francs est respecté (art 39). La commission des marchés dans son PV du 10/03/2015 attribue le marché à NGC pour 19 597 440 F.cfa TTC ;

Les résultats de la DRP n'ont pas fait l'objet de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78 alinéa 3 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP ;

La DRP n'a pas encore fait l'objet d'un contrat. Le marché n'a pas encore été exécuté.

Recommandations par rapport aux anomalies :

- ***Solliciter simultanément les candidats présélectionnés (art 78-2) ;***
- ***Veiller à ce que le CPM assure le secrétariat de la CM et soit le rapporteur de ses réunions en conformité avec l'article 35 de la loi n° 1048 du 27/07/2011 portant CMP et à l'arrêté n°12 783/MEF du 26/12/2012) ;***
- ***Ne plus désigner le coordonateur de la CPM comme membre du comité d'analyse désigné par la CM pour l'évaluation des offres ;***
- ***Publier les résultats de la DRP dans le site des marchés publics.***

❖ F2=Marché pour « Acquisition Fournitures de Bureaux pour 2014 »		
Références : F-FDV 006		
Titulaires	Nombre d'articles	Montants
ETS MOURID SADIKH	11 articles	2 741 730 FCFA
OFFICE INFORMATIQUE	10 articles	2 159 376 FCFA
SAREDICA	16 articles	802 624 FCFA
BURODIC DIFFISION	05 articles	298 772 FCFA
MASTER OFFICE	15 articles	213 728 FCFA
Total		6 216 231 FCFA

La DRP est inscrit dans le PPM publié sur le site des marchés publics. La DRP a fait l'objet de publicité spécifique par les lettres d'invitation n°15-14, n°16-14, n°17-14, n°18-14, n°19-14, n°20-14 du 31 JANVIER 2014 adressées aux SIX (6) candidats sélectionnés. La date limite de dépôt des offres est fixée au 27/02/201 ;

Les offres ont été ouvertes par la Commission des Marchés habilitée comme l'atteste le PV d'ouverture du 27/02/2014 à 10h précises. La séance d'ouverture des plis n'a pas été publique. Aucun candidat soumissionnaire n'a été représenté. Il n'est pas indiqué dans le PV d'ouverture des plis que le secrétariat de la séance est assuré par la CPM conformément

au CMP. Le PV d'ouverture des plis est transmis à tous les soumissionnaires par mails le 06 MARS 2014 à 13h32mn ;

La CM ne s'est pas réuni pour procéder à l'examen du rapport d'évaluation, faire l'attribution et ensuite dresser un PV d'attribution. Les lettres de notification d'attribution n°37-14, n°38-14, 39-14, n°40-14, n°41-14 du 03 AVRIL 2014 ont été envoyées aux attributaires. La lettre n°36-14 du 03 AVRIL 2014 informe le soumissionnaire non retenu du rejet de son offre ;

Les résultats de la DRP n'ont pas fait l'objet de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78 alinéa 3 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP.

La DRP n'a fait l'objet ni de contrat ni lettre de marché comme prévu dans la DRP. Le délai de livraison est de 15 jours à compter de la réception du bon de commande pour BUROTIC DIFFUSION, et dès réception du bon de commande pour les autres attributaires. Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins de la FDV.

La situation des paiements afférents à la DRP : les paiements sont effectués après présentation de la facture correspondante au BC, au BL et au PV de Réception attestant que les fournitures sont effectivement livrées. Les paiements sont les suivants :

ETS MOURID SADIKH : Facture n°2360/2014 du 05/05/2014 réglée par chèque SGBS N°9702898 du 16/07/2014 à hauteur de 238 950 FCFA ; Facture n°2401/2014 du 03/09/2014 non encore réglée (384 680 FCFA).

SAREDICA : Facture n°F14T0448 du 30/04/2014 réglée par chèque SGBS N°9702892 du 16/07/2014 à hauteur de 207 798 FCFA ; Facture n°F14T0986 du 05/09/2014 payée pour 146 910 FCFA par chèque SGBS N°7035671 du 29/10/2014 ; Facture n°F14T1287 du 24/11/2014 d'un montant de 127 440 FCFA non encore payée.

OFFICE INFORMATIQUE : Facture n°FA001691 du 22/01/2014 d'un montant de 237 180 FCFA payée par chèque SGBS N°9702961 du 27/03/2014 ; Facture n°FA002128 du 29/04/2014 d'un montant de 68 440 FCFA réglée par chèque SGBS N°9702894 du 16/07/2014 ; Facture n° FAOO2724 du 03/09/2014 de 426 570 FCFA non encore payée

BUROTIC DIFFUSION : Facture n°FA0012065 du 03/09/2014 de 39 457 FCFA réglée par chèque SGBS N°7035669 du 29/10/2014

MASTER OFFICE : Facture n°FA000556 du 29/01/2014 évaluée à 135 70FCFA réglée par chèque SGBS N°9702964 du 27/03/2014 ; Facture n°FA002343 du 28/04/2014 du 28/04/2014 à hauteur de 66 552 FCFA payée par chèque SGBS N°9702899 du 16/07/2014 ;

Facture n°FA005406 de 34 422 FCFA en date du 02/09/2014 réglée par chèque SGBS N° 7035670 du 29/10/2014

Recommandations par rapport aux anomalies :

- *Veiller à ce que le CPM assure le secrétariat de la CM et soit le rapporteur de ses réunions en conformité avec l'article 35 de la loi n° 1048 du 27/07/2011 portant CMP et à l'arrêté n° 12 783/MEF du 26/12/2012) ;*
- *Ne plus désigner le coordonnateur de la CPM comme membre du comité d'analyse désigné par la CM pour l'évaluation des offres ;*
- *Veiller à ce que la CM dresse un PV de ses réunions en vertu de l'article 39.2 de la loi n° 1048 du 27/07/2011 portant CMP ;*
- *Publier les résultats de la DRP dans le site des marchés publics ;*

❖ **S=Marché pour « Assurance (Couverture sanitaire, matériel roulant, multirisque professionnelle, responsabilité civile) ».**

Référence : S FDV 007

Titulaire : ASKIA ASSURANCES

Montant : 13.042.420 F CFA TTC

La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP. La DRP a fait l'objet de publicité spécifique par lettres d'invitation n°175-14 à 180-14/FDV/PDN du 08/12/2014 adressées aux SIX (6) candidats sélectionnés ; date limite de dépôt des offres : le 23/12/2014

La réception effective de la lettre d'invitation par les candidats présélectionnés est constatée par un retour d'une copie de la lettre d'invitation signée, datée (le 08 décembre 2014) et cachetée par chaque candidat.

Quatre (04) offres ont été reçues et sont archivées. La lettre de convocation adressée aux membres de la commission des marchés n'est pas archivée ; une copie n'a pu être remise à la Mission ; le respect du délai des 5 jours francs n'est pas prouvé. Les offres ont été ouvertes par la Commission des Marchés habilitée comme l'atteste le PV d'ouverture du 23/12/2014. La séance d'ouverture des plis n'a pas été publique. Aucun candidat soumissionnaire n'a été représenté. Il n'est pas indiqué dans le PV d'ouverture des plis que le secrétariat de la séance est assuré par la CPM conformément au CMP. Le contrôleur interne et le comptable n'étant pas membre de la Commission d'Attribution et de Réception (CAR) ont signé le PVO en violation des dispositions du CMP (art 36, 38, 39 et 40) ;

Le contrôleur interne a participé à l'évaluation des offres comme membre du comité d'analyse et d'évaluation en violation des dispositions du CMP.

La DRP a fait l'objet de contrats signés entre la FDV et le représentant de la compagnie ASKIA ASSURANCES. Jusqu'au le 12 mars 2015, le contrat relatif à la Couverture Sanitaire du personnel de la FDV, n'était pas encore signé par insuffisance de crédits ;

L'exécution du marché a uniquement fait l'objet de contrats d'assurances signés entre la FDV et ASKIA ASSURANCES.

Les paiements ci-après ont été effectués sur cette DRP :

Police d'assurances Multirisque Professionnelle 396.000 F CFA TTC par chèque SGBS N°2953665 du 02/01/2015 ;
Police d'assurances Responsabilité Civile : 190.000 F CFA TTC par chèque SGBS N°2953666 du 02/01/2015 ;
Police d'assurances Flotte Automobile : 1.033.720 F CFA TTC par chèque SGBS N°2953664 du 02/01/2015.

Les résultats de la DRP n'ont pas fait l'objet de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78 alinéa 3 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP ;

Recommandations par rapport aux anomalies :

- Veiller à ce que le CPM assure le secrétariat de la CM et soit le rapporteur de ses réunions en conformité avec l'article 35 de la loi n° 1048 du 27/07/2011 portant CMP et à l'arrêté n°12 783/MEF du 26/12/2012) ;
- Ne plus désigner le coordonateur de la CPM comme membre du comité d'analyse désigné par la CM pour l'évaluation des offres ;
- Veiller à ce que seuls les membres habilités de la commission des marchés et la CPM comme rapporteur apposent leurs signatures sur le PVO des plis (décret 2011-1048) ;
- Publier les résultats de la DRP dans le site des marchés publics ;
- Veiller au respect du délai des cinq jours francs pour la tenue des réunions de la CM

Marchés passés par ententes directes

La FDV n'a pas conclu de marché par entente directe durant l'exercice 2014.

Avenants

La FDV n'a pas eu à conclure aucun avenant en 2014.

Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions)

Aucun fractionnement n'a été constaté en 2014 ; l'unique marché d'acquisition de fournitures fait parti de l'échantillon analysé par la Mission d'audit.

Marchés ayant fait l'objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP

Aucun recours n'a été constaté

Constats relatifs à l'exécution financière

Tous les marchés relatifs ayant fait l'objet de cette revue ont connu un début d'exécution financière à l'exception de ceux relatifs à :

- Travaux d'aménagement de la première tranche de la zone de recasement de TIVAOUANE, non encore exécuté ;
- Acquisition de véhicules, classé sans suite ;
- Application lotissement de la zone de recasement de TIVAOUANE, pas de début d'exécution ;

Les paiements ont été effectués par virements ou chèques bancaires conformément aux termes des contrats ;

Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

Chaque marché vérifié a fait l'objet d'exécution conformément aux PV de réception remis à la mission.

8.SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

8- SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

Non conformités	Articles du CMP	Recommandations
Mettre en place une CM en lieu et place de la CAR	Article 35, 36, 37 – arrêté 12.786 du 26/12/2012	Respecter les dispositions réglementaires du CMP (une CAR n’y ait pas mentionné)
Mise en place tardive de la CM	Article 35, 36, 37 – arrêté 12.786 du 26/12/2012	<i>Mettre en place la CM conformément au CMP.</i>
Mise en place tardive de la CPM	Article 35 - arrêté 12.783 du 26/12/2012	<i>Mettre en place la CPM conformément au CMP.</i>
Le coordonateur de la CPM n’est pas rapporteur de la CM	Article 39 (décret 2011-1048) et arrêté 12.783 du 26/12/2012	Veiller à faire du coordonateur de la CPM le rapporteur de la CM
non élaboration des rapports trimestriels et du rapport annuel de la CPM	Arrêté 12.783 du 26/12/2012	<i>Elaborer les rapports trimestriels et le rapport annuel de la CPM</i>
Le contrôleur interne n’a pas mis à la disposition de la mission d’audit son rapport annuel d’activités	Article 142 (décret 2011-1048)	<i>Elaborer le rapport annuel d’activités par le contrôleur interne</i>
Les soumissionnaires non retenus ne sont pas toujours informés du rejet de leurs offres	Article 83.3 (décret 2011-1048)	<i>Informers les soumissionnaires non retenus</i>
Traitement inéquitable de prestataire au moment de l’invitation à soumissionner	Article 78-2 (décret 2011-1048)	<i>Solliciter simultanément les candidats dans les invitations à soumissionner</i>
La CM ne s’est pas réuni pour procéder à l’examen du rapport d’évaluation, faire l’attribution et ensuite dresser un PV d’attribution	- l’article 39.2 du décret n° 1048 du 27/07/2011	Veiller à ce que la CM dresse un PV de ses réunions
Le contrôleur interne et le comptable ont signé le PVO des plis	- art 36, 38, 39 et 40 (décret 2011-1048)	
le délai de cinq jours francs n’est pas toujours pas respecté pour la tenue des réunions de la CM	- Article 39 (décret 2011-1048)	<i>Respecter le délai de cinq jours francs pour convoquer les membres de la CM.</i>

Non publication des résultats de la DRP sur le site des marches	- Article 78 (décret 2011-1048)	<i>publier les résultats de la DRP sur le site des marches publics</i>
Non respect des procédures de réception des fournitures		Procéder à la réception des commandes uniquement par la commission dont les membres sont nommés à cet effet
Retard dans l'exécution des prestations		Respecter les délais contractuels. Appliquer les pénalités de retard.

9.SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

2. Suivi des recommandations antérieures

N° d'ordre	Constats	Niveau d'application de la recommandation
REVUE DE 2012		
1	Publication tardive de l'AGPM	Résolu
2	Mise en place tardive de la CM	Non Résolu
3	La cellule n'a pas produit les rapports trimestriels en violation de l'article premier de l'arrêté 012783 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et fonctionnement de la cellule de passation des marchés qui mentionne que la cellule établit les rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la DCMP et à l'ARMP	Non Résolu
4	La cellule n'a pas produit le rapport annuel sur la passation et l'exécution des marchés publics en violation de l'arrêté 012785 du 26/12/2012	Résolu
5	Nous n'avons pas la preuve de la transmission des PVO aux soumissionnaires	Résolu
6	Pour l'ensemble des DRP, les lettres d'invitation, en violation des de la circulaire N°04/PM/CAB/CP NE SONT PAS ACCOMPAGNEES : -de formulaire de soumission -de projet de contrat -de modèle simplifié d'instructions aux soumissionnaires -de bordereau de prix	Résolu
7	La DCMP n'a pas été informée de l'attribution de l'ensemble des DRP passées en violation de l'article 78 du CMP	Non résolu
8	Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres.	Résolu

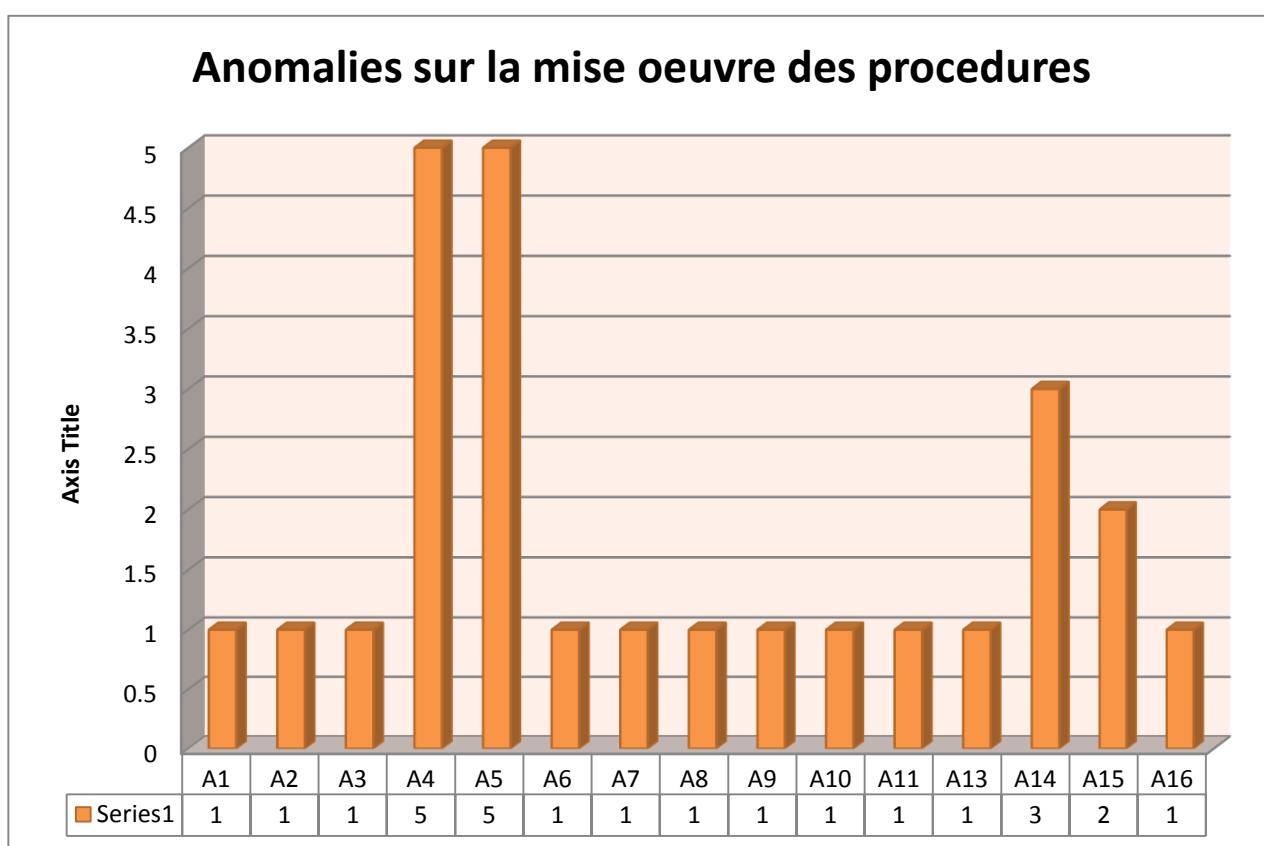
10. Statistiques des anomalies

Statistiques des anomalies :

Les anomalies relatées ci-dessus sont récapitulées dans le tableau suivant :

n°	ANOMALIES	PP M	AG PM	C M	CP M	T 1	T 2	T 3	F 1	F 2	S	total
A1	Mise en place une CM en lieu et place de la CAR			1								1
A2	Mise en place tardive de la CM			1								1
A3	Mise en place tardive de la CPM				1							1
A4	Le coordonateur de la CPM n'est pas rapporteur de la CM						1	1	1	1	1	5
A5	Le coordonateur de la CPM est désigné membre du comité d'évaluation des offres et membre de la commission de réception						1	1	1	1	1	5
A6	non élaboration des rapports trimestriels					1						1
A7	Le contrôleur interne n'a pas mis à la disposition de la mission d'audit son rapport annuel d'activités											1
A8	Les soumissionnaires non retenus ne sont pas toujours informés du rejet de leurs offres					1						1
A9	Traitement inéquitable de prestataire au moment de l'invitation à soumissionner							1				1
A10	La CM ne s'est pas réuni pour procéder à l'examen du rapport d'évaluation, faire l'attribution et ensuite dresser un PV d'attribution									1		1
A11	Le contrôleur interne et le comptable ont signé le PVO des plis										1	1
A13	le délai de cinq jours francs n'est pas toujours pas respecté										1	1

	pour la tenue des réunions de la CM												
A14	Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés							1		1	1	3	
A15	Non respect des procédures de réception des fournitures									1	1	2	
A16	Retard dans l'exécution des prestations					1						1	
TOTAL												26	



ANNEXES

ANNEXES

2.1 LISTE DES MARCHÉS DE La FDV EXECUTES EN 2014

La liste des marchés exécutés par la **FDV** durant l'exercice 2014 se présente comme suit :

N°	OBJET	Type de Marche	Mode de Passation	Titulaire	Montant FCFA TTC
1	T 0673/14 « Travaux de terrassement de la zone de recasement de TIVAOUANE »	travaux	AOO	SOCETRA	409 397 460
2	FDV-MOD/ENT/TIV/001 /14 « Travaux d'aménagement de la première tranche de la zone de recasement de TIVAOUANE »	travaux	AOO	LOT1 :SIMCO LOT2 : CSCO LOT3: ETM	LOT1 :442 502 618 LOT2 : 39 006 316 LOT3 : 90 734 879 TOTAL : 572 243 813
3	Application du plan de lotissement de la zone de recasement de Tivaouane	travaux	DRP	NGC	19 597 440
4	Assurance (Couverture sanitaire, matériel roulant, multirisque professionnelle, responsabilité civile).	SERVICE	DRP	ASKIA ASSURANCES	13 042 420
5	FDV/001/14 « Acquisition Fournitures de Bureaux pour 2014 »	fournitures	DRP	ETS MOURID SADIKH OFFICE INFORMATIQUE SAREDICA BUROTIC DIFFISION MASTER OFFICE TOTAL :	2 741 730 2 159 376 802 624 298 772 213 728 6 216 231

6	N°FDV-MOB-FO/002/14 « Acquisition de véhicules »	fournitures	AOO	LOT1 : CCBM INDUSTRIES	31 500 000
	TOTAL				1 052 170 364

Réponses de l'autorité Contractante :

Non conformités	Recommandations	Réponses de l'Autorité Contractante
Mettre en place une CM en lieu et place de la CAR	Respecter les dispositions réglementaires de la CMP (une CAR n'y ait pas mentionné)	La CAR est une appellation du Manuel de procédures de la FDV et joue le même rôle que la CM. C'est ainsi que dans les notes de service nommant les membres de la CAR, nous faisons référence au manuel des procédures et au code des marchés publics.
Mise en place tardive de la CPM	<i>Mettre en place la CPM conformément au CMP.</i>	La CPM est mise en place annuellement par note de service. C'est l'Ingénieur chargé de la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée qui en est responsable. Elle est effectivement composée, pour le moment, de cette seule personne qui possède les qualifications et compétences nécessaires lui permettant de s'acquitter aussi de ses autres tâches professionnelles.
Le coordonateur de la CPM n'est pas rapporteur de la CM	Veiller à faire du coordonateur de la CPM le rapporteur de la CM	Nous prenons acte de cette recommandation qui sera mise en application.
Le coordonateur de la CPM est désigné membre du comité d'évaluation des offres et membre de la commission de réception	Ne plus désigner le coordonateur de la CPM et désigner le membre du comité d'évaluation des offres et de la commission de réception	Le coordonnateur de la CPM est un Ingénieur en Génie Civil. A ce titre, il est souvent désigné comme membre du comité technique d'évaluation des offres et de la commission de réception.
non élaboration des rapports trimestriels et du rapport annuel de la CPM	<i>Elaborer les rapports trimestriels et le rapport annuel de la CPM</i>	La CPM a élaboré le rapport annuel de 2014 qui est transmis le 09 mars 2015 à la DCMP. Vu le nombre très limité de marchés qui sont passés annuellement par la FDV, nous avons préféré surseoir aux rapports trimestriels. Nous veillerons à la production des rapports trimestriels.
Le contrôleur interne n'a pas mis à la disposition de la mission d'audit son	<i>Elaborer le rapport annuel d'activités par le contrôleur interne</i>	Vous trouverez ci-joint le rapport annuel d'activités du contrôleur interne.

rapport annuel d'activités		
Les soumissionnaires non retenus ne sont pas toujours informés du rejet de leurs offres	<i>Informar les soumissionnaires non retenus</i>	Les soumissionnaires non retenus sont toujours informés du rejet de leurs offres, dans les délais prévus par le CMP. Les lettres individuelles sont établies et envoyées généralement par voie électronique aux candidats. Ces lettres ont été mises à la disposition des auditeurs (voir documents et Tableau suivi recommandations antérieures à la page 53).
Traitement inéquitable de prestataire au moment de l'invitation à soumissionner	<i>Solliciter simultanément les candidats dans les invitations à soumissionner</i>	La transmission des lettres peut exceptionnellement accuser un jour de décalage. Ce qui est arrivé pour la DRP « application du plan de lotissement de la zone de recasement ». Nous veillerons au mieux à y remédier.
La CM ne s'est pas réunie pour procéder à l'examen du rapport d'évaluation, faire l'attribution et ensuite dresser un PV d'attribution	Veiller à ce que la CM dresse un PV de ses réunions	La CM s'est réunie à toutes les étapes de la procédure et a dressé les PV de toutes ses réunions.
Le contrôleur interne et le comptable ont signé le PVO des plis		Il s'agit des réunions de la commission interne de la FDV qui est conforme au manuel de procédures. Nous prenons bonne note.
le délai de cinq jours francs n'est pas toujours respecté pour la tenue des réunions de la CM	<i>Respecter le délai de cinq jours francs pour convoquer les membres de la CM.</i>	Nous veillerons à ce que le délai de cinq jours francs soit toujours respecté pour les convocations de tous les membres de la CM.
Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés	<i>publier les résultats de la DRP sur le site des marchés publics</i>	Nous veillerons à la publication des résultats de DRP sur le site des marchés publics.
Non respect des procédures de réception des fournitures	Procéder à la réception des commandes uniquement par la commission dont les membres sont nommés à cet effet	La commission de réception est conforme au manuel de procédures de la FDV.
Retard dans l'exécution des prestations	Respecter les délais contractuels. Appliquer les pénalités de retard.	Le respect des délais contractuels relève de la compétence des entreprises. Toutefois, nous appliquons, sur leurs décomptes, les pénalités de retard prévues dans les marchés (cf. : travaux de terrassement de la zone de recasement de Tivaouane).

